

canadienne, la dernière conférence fédérale-provinciale et l'expérience que nous avons faite la semaine dernière, démontrent combien il est important de s'adresser directement aux Canadiens au lieu de se parler uniquement entre nous à la Chambre. J'espère que l'expérience de la semaine dernière nous incitera à prendre de nouvelles dispositions pour admettre dans la Chambre les caméras de la télévision, au lieu d'inciter les députés à sortir de la Chambre pour se précipiter devant les caméras de la télévision. Il est temps, me semble-t-il, que nous nous adaptions aux nouvelles techniques d'information et que nous prenions les dispositions nécessaires.

Une chose qui m'a vivement frappé la semaine dernière, c'est que nous avons d'autres preuves de l'écart de crédibilité que certains chefs politiques créent parmi le public à propos de la politique et des politiciens. Le premier ministre a des raisons valables, simples et humaines, pour refuser d'accepter la décision de lundi soir dernier. Ces raisons ne peuvent influencer mon vote, mais j'avais de la sympathie pour lui. Il avait des raisons bien compréhensibles qui sautaient aux yeux. Il ne pouvait démissionner et demander à un de ses collègues de former un nouveau gouvernement parce qu'un certain nombre d'entre eux aspirent à sa succession et il lui aurait été difficile de faire un choix.

**M. Horner (Acadia):** Il pourrait choisir l'un de ceux qui ne sont pas candidats.

**M. Lewis:** Le très honorable représentant n'a pas voulu dissoudre le Parlement et déclencher des élections; je le comprends. Ayant annoncé sa retraite, il lui était impossible de songer à diriger son parti dans une autre campagne électorale. De son point de vue, de celui de son parti, comme aussi de celui du pays, il serait préférable que son successeur annonce des élections et dirige le parti dans la campagne.

Voilà donc les raisons toutes simples, humaines, et, je crois, les vraies raisons pour lesquelles le premier ministre a refusé d'accepter la décision de lundi soir dernier. Alors pourquoi ne pas le dire? Pourquoi ne pas être franc avec le Parlement et le peuple canadien? Pourquoi déformer les faits et recourir à de fausses accusations de complots et tromperie? (*Applaudissements*)

J'ai été peiné de voir un être humain, admirable et honnête comme notre premier ministre, qui parfois peut être d'une franchise désarmante, accepter le principe politique de certains de ses collègues selon lequel une pel-

letée de sable dans les yeux est plus utile et vaut mieux qu'un baril de faits honnêtes. Cette façon d'envisager le débat et la discussion politique a nui à la crédibilité du Parlement et des hommes politiques au Canada.

• (3.00 p.m.)

Je tiens à souligner, par un discours qui ne se prolongera pas trop, que, comme notre chef l'a dit vendredi dernier, notre vote du lundi précédent n'était pas seulement un vote contre l'augmentation injuste de l'impôt des salariés, mais aussi un vote exprimant notre manque de confiance dans les politiques économiques et fiscales du gouvernement. Nous croyons que le programme économique du gouvernement cause du tort au Canada présentement et qu'il menace de se révéler ruineux d'ici un an ou deux. Nous voterons contre cette motion parce que nous ne faisons pas plus confiance au programme économique du gouvernement aujourd'hui qu'il y a une semaine. Nous avons combattu dès le début le budget et le programme économique qui l'a inspiré, comme les députés le savent. J'ai été le premier à participer au débat au nom de notre parti, et j'ai affirmé, comme l'ont fait d'autres après moi, que selon nous le mini-budget était inutile, non souhaitable, fondé sur un programme erroné et des objectifs mal calculés, et que, en particulier, la surtaxe de 5 p. 100 sur l'impôt personnel est mal conçue et appelée à accentuer l'injustice d'un système fiscal que la Commission Carter a déjà qualifié d'inéquitable.

Dans son plaidoyer lamentablement et pathétiquement faible de vendredi dernier, le ministre des Finances a presque admis ne pas savoir vraiment ce qu'il faisait. Il nous a dit que le Canada n'avait jamais été aussi prospère que ces dernières années et même maintenant, ajoutant tout d'une haleine que l'économie et le régime financier du pays étaient si menacés que nous ne pouvions même pas nous permettre de tenir des élections en ce moment sans brouiller les cartes.

Il a dit au cours de sa défense pitoyablement faible vendredi dernier que le gouvernement n'avait pas l'intention d'affecter l'argent perçu, grâce aux impôts supplémentaires sur le revenu des particuliers, aux fins indiquées par le chef de notre groupe. Malgré ce qu'il a dit, il n'en reste pas moins que le projet de loi proposé aurait permis de percevoir 185 millions de dollars des contribuables et d'en rembourser immédiatement les deux tiers aux sociétés, sous forme d'impôt remboursable—105 millions la première année